



La Commune



Le Venezuela à la croisée des chemins

Pendant deux mois, entre février et avril 2014, l'extrême droite vénézuélienne s'est lancée dans une spirale de manifestations violentes contre le gouvernement de Nicolas Maduro, le Président de la République, élu en avril 2013 avec 50,7% des voix. Le bilan des affrontements s'est soldé par 40 morts. Le but de ces manifestations n'est autre que la volonté de remettre en cause les conquêtes sociales, économiques et politiques du processus bolivarien ouvert par l'élection d'Hugo Chavez en décembre 1998 à la présidence de la République.



Ces conquêtes sont le fruit de la résistance au coup d'état de 2002 et sa mise en échec par la classe ouvrière. C'est à partir de là que furent mises en place les « missions », que les syndicats furent reconquis par la base avec le combat pour les conventions collectives. Par ailleurs la bourgeoisie perdit le contrôle sur la production pétrolière et du gaz.

Pour remettre en cause toutes ces avancées sociales, deux voies s'ouvrent à la bourgeoisie : se saisir du mécontentement social produit de la crise économique pour faire chuter le gouvernement par des manifestations de rue ou par la voie électorale. Quelle que soit la forme, le fond est le même.

Pacte de paix

La politique du Président Maduro est loin de répondre à ce qu'attend le peuple vénézuélien. Alors que se fait sentir cruellement une baisse dans l'approvisionnement des produits alimentaires, que le dollar s'envole avec une inflation galopante, le gouvernement cherche un accord politique avec ceux qui ont une seule obsession : en finir avec la République bolivarienne. Au pacte pour la paix proposé par le gouvernement au mois de mars, les chefs d'entreprises les plus puissants du pays ont répondu par un programme de gouvernement en 12 points : annulation de la loi sur les justes prix, paiement en dollar de la dette, mobilité des postes de travail, etc. Et le gouvernement Maduro décide de négocier l'ensemble de ce programme. L'opposition veut liquider le contrôle de l'état sur la rente pétrolière et le gouvernement cède. Le pacte pour la paix économique n'a donné aucun résultat favorable aux travailleurs. Les prix, libérés de fait, continuent de s'envoler à un rythme qui donne le vertige. Le salaire minimum, après avoir été le plus élevé d'Amérique latine est tombé au niveau de celui d'Haïti, et comparer avec les prix locaux c'est la moitié du panier de la ménagère. Le manque d'approvisionnement des produits de première nécessité conduit à la formation de longues files devant les magasins ou à l'achat au marché noir à des prix deux à trois fois ceux du marché normal.

Face à la crise

Le PSUV dont le III^e Congrès s'est terminé le 31 juillet a approuvé cette orientation, tout en annonçant l'augmentation du prix de l'essence qui a des conséquences sur l'augmentation des prix des produits essentiels, est perçue comme un nouveau tour de vis. Dans le même temps, les travailleurs de l'industrie automobile manifestent à Caracas à l'ouverture du Congrès et ceci en dépit de l'interdiction gouvernementale. De même, menacés par le Président de l'Assemblée nationale et vice-président du PSUV, les sidérurgistes de SIDOR manifestent massivement. Ces manifestations démontrent que les travailleurs n'entendent pas faire les frais de l'entente recherchée par la « bolibourgeoisie » et l'opposition bourgeoise au gouvernement de Nicolas Maduro. La « bolibourgeoisie » c'est le nom donné à la caste bureaucratique qui s'est approprié l'appareil d'état pour son propre compte, ce phénomène s'est renforcé à la mort de Chavez à travers les mesures économiques de caractère capitaliste prises par Maduro.

La place cruciale de « Marea socialista »

« Marea Socialista », organisation sœur de « La Commune », membre du PSUV, a tenu son séminaire national les 14 et 15 novembre à Caracas sous le titre « Propositions de gouvernement pour dépasser la crise », une étape dans le renforcement du courant de ceux qui avec les travailleurs ne veulent pas la fin du cours révolutionnaire et avec lui des conquêtes arrachées par les travailleurs. Aujourd'hui, dans cette situation ouverte dans le processus révolutionnaire, en pleine crise économique et sociale, le sommet du PSUV et le gouvernement ont engagé des procédures d'exclusions contre des militants dirigeants de « Marea Socialista ». A eux, engagés totalement dans le combat anticapitaliste, va toute notre solidarité.

Jean-Baptiste Carrier,
5 janvier 2015

Modifié le mardi 13 janvier 2015

Voir aussi dans la catégorie Venezuela



Contre l'interventionnisme et les menaces militaires impérialistes

Nous reproduisons des extraits du texte publié sur le site apporea.org par nos camarades vénézuéliens de Marea Socialista. >>



La crise au Venezuela atteint un niveau sans précédent

Contre la faim, la répression, la mort et la décadence sociale, le mécontentement se voit partout. Tous les jours, les mobilisations dans les rues sont énormes. Le phénomène n'a rien à voir... >>



Où va le Venezuela ?

Pour comprendre la situation et lever le voile sur les informations qui sont diffusées dans le monde, inutile d'écouter la coalition de droite (MUD) pro-impérialiste ni la version du président... >>



Au cœur du marasme, un pôle anticapitaliste de masse prend corps



Le Venezuela traverse une crise économique et politique majeure : le pays miné par la chute du cours du pétrole, dans la mesure où 90 % de ses revenus proviennent de la vente de l'or noir, a... »



L'Amérique latine et les défis de la gauche

L'Amérique latine entre dans une phase de changements, avec de nouveaux processus, de nouveaux gouvernements, l'échec de projets antérieurs et une nouvelle politique des USA vis à vis de la... »



Pour un nouveau pôle

Nous reproduisons ici un article paru dans le numéro 663 de la revue Alternativa Socialista, sur les derniers développements au Venezuela. »
